

## MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

# Fourniture et livraison d'une nacelle élévatrice articulée télescopique de type araignée

**Marché n°25DISP67DBF22**

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

*Code de la commande publique (CCP) adopté par l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre  
2018 et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018*

**DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE STRASBOURG**

19 rue Eugène Delacroix

BP 16

67035 STRASBOURG CEDEX 2

## Sommaire

I.	Dispositions générales du contrat.....	3
1.	Objet du contrat.....	3
2.	Caractéristiques du contrat .....	3
3.	Durée du contrat et prise d'effet .....	3
4.	Présentation des services .....	3
5.	Définition du besoin.....	4
II.	Prix.....	5
1.	Modalité de fixation du prix .....	5
2.	Avance .....	5
III.	Modalités de paiement.....	6
1.	Facturation .....	6
2.	Délai de paiement .....	7
3.	Paiement des groupements, cotraitants et sous-traitants .....	7
IV.	Obligations et modalités d'exécutions.....	7
1.	Sous-traitance.....	7
2.	Hygiène et sécurité .....	8
3.	Mesures sociales et environnementales.....	8
4.	Prévention et gestion des conflits d'intérêts .....	8
5.	Confidentialité et mesures de sécurité .....	9
V.	Contrôle de l'exécution des prestations.....	10
VI.	Pénalités.....	10
1.	Pénalités de retard.....	11
2.	Pénalité pour travail dissimulé .....	11
VII.	Clauses de résiliations.....	11
VIII.	Règlements des litiges et langues .....	11

## I. Dispositions générales du contrat

### 1. Objet du contrat

La Direction interrégionale des services pénitentiaires (DISP) de Strasbourg souhaite acquérir une nacelle élévatrice articulée télescopique de type araignée pour les services techniques du Centre de détention de Montmédy.

### 2. Caractéristiques du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lot en raison de l'objet de la prestation.

Le présent contrat est un marché public passé en procédure adaptée (article R2123-1 du Code de la commande publique). Le contrat fait référence au Cahier des clauses administratives générales et techniques de fournitures courantes et services du 30 mars 2021 (CCAG-FCS 2021). Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement ;
- Le présent CCP ;
- La DPGF (Décomposition du prix globale et forfaitaire) fournie par le titulaire ;
- Le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- Le CCTG applicable aux prestations.

### 3. Durée du contrat et prise d'effet

La durée du marché est de 24 mois. Le contrat débutera à compter de sa notification.

Le délai d'exécution des prestations est fixé à 60 jours à compter de la notification du contrat.

### 4. Présentation des services

#### L'acheteur :

L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.

L'acheteur est l'Unité achats et marchés publics (UAMP) du Département du budget et des finances (DBF) de la Direction interrégionale des services pénitentiaires (DISP) de Strasbourg.

Contact : [liste.uamp.disp-strasbourg@justice.fr](mailto:liste.uamp.disp-strasbourg@justice.fr)

#### Le service bénéficiaire :

Le service bénéficiaire est le **Centre de détention de Montmédy**, situé au :

**18 rue du Commandant Ménard  
BP 80 019  
55 600 MONTMEDY**

Directeur technique de l'établissement : Jérôme GAUTHIEZ [jerome.gauthiez@justice.fr](mailto:jerome.gauthiez@justice.fr) (03 29 83 46 94 et 06 32 81 69 96)

Service économat de l'établissement : [economat.cd-montmedy@justice.fr](mailto:economat.cd-montmedy@justice.fr) 03 29 80 19 72

### **Le titulaire :**

Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.

## **5. Définition du besoin**

Le présent contrat concerne la fourniture d'une nacelle élévatrice articulée télescopique de type araignée pour le Centre de détention de Montmédy.

Type de produit	Nacelle élévatrice articulée télescopique
Périmètre d'utilisation	Utilisation en interne ou par des sociétés extérieures à l'administration
Lieu d'exécution	19 bâtiments allant jusqu'à 17 mètres de haut Adresse : <b>18 rue du Commandant Ménard BP 80 019 55 600 MONTMEDY</b>
Déroulé de la prestation	Fourniture et livraison du produit, ainsi que des différentes fournitures et documents nécessaires à son utilisation
Garantie	2 ans minimum, extension à 5 ans si possible
Délai d'exécution	60 jours à compter de la notification du contrat

Le titulaire du marché devra proposer un produit présentant les caractéristiques suivantes :

- Hauteur de travail 17 m
- Poids dans le panier minimum à 230 kg
- Panier en aluminium amovible capacité 2 personnes
- Déport de 7 mètres minimum
- Télécommande filaire obligatoire
- Alimentation électrique dans le panier pour prise 2P+T 220 V
- Motorisation essence avec démarrage électrique
- Possibilité de passage en tout électrique par raccordement filaire
- Stabilisation/déstabilisation automatique par patins en caoutchouc
- Fournie avec plaques de répartition de charge sous les patins
- Hauteur repliée 2 m max
- Longueur repliée avec panier 4,50
- Chenilles rétractables pour passages de portes

- Protections de tiges de vérins
- Dispositif de rotation de panier minimum de 120°

La livraison de la nacelle élévatrice s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

La livraison sera effectuée à l'adresse :

**18 rue du Commandant Ménard**  
**BP 80 019**  
**55 600 MONTMEDY**

Le titulaire devra prendre contact avec le responsable du service technique au moins 48 heures avant la date de livraison prévue afin de confirmer l'horaire de livraison.

Le prix proposé tient compte des frais de transport et de conditionnement (livraison franco de port).

La nacelle sera livrée avec tous les accessoires et documents nécessaires à son utilisation :

- Notice d'utilisation en français
- Carnet d'entretien
- Certificat de conformité CE
- Plaques de répartition de charge
- Clés et télécommandes

Pendant la période de garantie, le titulaire s'engage à remplacer gratuitement toute pièce défectueuse et à réparer tout dysfonctionnement non lié à une mauvaise utilisation ou à un défaut d'entretien.

Les interventions au titre de la garantie devront être réalisées sur site dans un délai maximum de 72 heures suivant la notification du dysfonctionnement.

## II. Prix

### 1. Modalité de fixation du prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire, ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont fermes et non actualisables.

### 2. Avance

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 10 % du montant du bon de commande toutes taxes comprises. Lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant en paiement direct est une PME, le taux minimal de l'avance est de 20%.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. À défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une caution personnelle correspondant au montant de l'avance devra être fournie par le titulaire préalablement au versement de l'avance, sous peine de non-versement de cette dernière.

### III. Modalités de paiement

#### 1. Facturation

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, elle sera rejetée par la personne publique.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

**Les demandes de paiement seront libellées à l'adresse suivante :**

**DDFIP – Service Facturier  
Unité – Ministère de la Justice  
Dépenses de fonctionnement (P107)  
50 rue des Ponts – CS 60069  
54036 NANCY cedex**

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire comportent les mentions suivantes :

- Le code service exécutant : CGFDJUS054
- La destination État/SIRET
- Le numéro d'EJ
- Le nom ou la raison sociale du créancier
- Le cas échéant, le numéro de SIRET
- Le numéro du compte bancaire ou postal
- Le numéro du marché

- La désignation de l'organisme débiteur
- La date d'exécution des prestations
- Le montant des prestations admises, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections
- Le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants)
- La date de facturation
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique

## 2. Délai de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 3. Paiement des groupements, cotraitants et sous-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

# IV. Obligations et modalités d'exécutions

## 1. Sous-traitance

Le titulaire ne peut pas recourir à la sous-traitance.

## 2. Hygiène et sécurité

Le prestataire aura la charge entière de la stricte application des mesures d'hygiène et de sécurité prescrites par les Lois et Règlements en vigueur et sera tenu, sous sa seule responsabilité, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises pour éviter les accidents aux employés du prestataire ou à des tiers.

Le prestataire est soumis aux obligations résultant des Lois et Règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail. À ce titre, il est tenu de se conformer aux mesures prévues par les articles R. 4511-1 et suivants du Code du travail.

Le prestataire demeure entièrement responsable de son personnel pendant toute la durée de ses prestations. Il doit instruire son personnel des mesures et consignes qui régissent les conditions d'exécution du travail et vérifier qu'elles soient rigoureusement appliquées.

## 3. Mesures sociales et environnementales

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations, en cours d'exécution du contrat et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande.

Le titulaire s'engage à fournir des équipements performants sur le plan environnemental à toutes les étapes de leur cycle de vie, en privilégiant les matériels à durée de vie supérieure, conformément au cahier des charges particulières.

Les équipements doivent être labellisés (certification à fournir dans l'offre et pour toute nouvelle référence) et permettre la mise à jour des systèmes sans remplacement. Sur simple demande, le titulaire fournira les preuves concernant les allégations environnementales (recyclabilité, matières recyclées, efficacité énergétique, substances dangereuses) par des certifications valides, transparentes et fiables.

## 4. Prévention et gestion des conflits d'intérêts

Le titulaire a l'obligation de porter à la connaissance de la DISP sans délai les liens qui l'uniraient à elle ou à d'éventuels opérateurs économiques, et plus généralement de l'avertir de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts au regard de la mission confiée au titre des présentes et lui soumet les mesures qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation.

En outre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.



La DISP se réserve la faculté de résilier le présent marché, de plein droit et sans indemnités à sa charge, lorsque le cas de conflit d'intérêts est porté à sa connaissance et lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens.

## 5. Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

### Conditions d'accès aux établissements :

Article D278 du Code de procédure pénale :

*« Les personnes étrangères au service d'un établissement pénitentiaire ne peuvent pénétrer à l'intérieur de celui-ci qu'après avoir justifié de leur identité et de leur qualité. La pièce d'identité produite par les personnes peut être retenue, pour leur être restituée seulement au moment de leur sortie ».*

En vue de l'obtention des autorisations d'accès, les entreprises devant intervenir dans l'établissement adressent au chef d'établissement, au minimum 15 jours avant le début du chantier, une liste nominative de toutes les personnes appelées à travailler sur le site.

Dès lors que les travaux se dérouleront dans le périmètre de la détention, ou seront susceptibles d'amener le titulaire à être en contact avec la population pénale, les personnes mineures employées ou sous-traitantes du titulaire ne seront pas autorisées à pénétrer dans l'établissement.

La liste exacte des documents à fournir pour l'établissement des autorisations d'accès sera donnée lors de la première réunion de préparation de chantier afin que les démarches puissent se faire pendant la période de préparation.

Le minimum de document à fournir est une photocopie recto-verso de la carte d'identité nationale, avec photo, en cours de validité, et précision des noms des père et mère en indiquant la filiation de la mère.

L'administration pénitentiaire se réserve le droit de refuser l'accès à certains personnels de l'entreprise sans que cette dernière puisse prétendre à une indemnité ou à une quelconque compensation.

À l'entrée, la pièce d'identité est déposée à la porte et rendue au moment de la sortie. Sauf dispositions contraires de l'établissement, un laissez-passer pour les entreprises intervenant ponctuellement est donné en échange. Il est à remettre à chaque sortie.

Toute personne entrant dans l'établissement est soumise au contrôle d'un portique de détection. Les sacs, pochettes, etc. devront être ouverts aux fins de vérification. Un inventaire complet des trousseaux à outils doit être fourni.

Il est interdit à toute personne pénétrant dans un établissement pénitentiaire de garder sur elle un téléphone portable ou un appareil récepteur et/ou émetteur de messages alphabétiques ou non.

Le personnel de l'entreprise ne peut circuler que sur le lieu même du chantier et toujours sous le contrôle d'un agent de l'établissement désigné à cet effet.

Toutes ces dispositions (listes nominatives, fourniture préalable des documents, vérification d'identité, contrôle) sont applicables aux conducteurs et passagers des véhicules.

Outre le contrôle des personnes, un contrôle de tous les véhicules entrant ou sortant est également effectué. Les entreprises fourniront la liste des véhicules devant intervenir dans l'établissement, avec la marque et le/les numéro(s) d'immatriculation ainsi que la nature et caractéristiques des engins et des gros matériels nécessaires aux travaux. À cet effet, la copie de la carte grise des véhicules doit être fournie à l'établissement.

Les mesures suivantes de contrôle sont effectuées, moteur arrêté, sur tous les véhicules entrant ou sortant : contrôle du fret, contrôle du dessous du véhicule, contrôle du dessus du véhicule.

Aucun mouvement de véhicule n'est autorisé lors de la fermeture du portail d'accès au chantier ou de l'établissement en cas d'alarme.

Les véhicules accédant au chantier sont acheminés sur les lieux du chantier dans les mêmes conditions que les autres véhicules (prise en charge par un agent de l'établissement désigné à cet effet).

Aucun véhicule ne doit circuler hors de la présence de l'agent de l'établissement désigné à cet effet.

Tous les véhicules des entreprises ou toutes personnes qui se présenteront à l'entrée de l'établissement, sans que les responsables de l'établissement en soient avertis, ne seront pas autorisés à y pénétrer.

Le titulaire prendra ses dispositions pour avertir ses fournisseurs. Il ne peut pas prétendre à des indemnités ou à des compensations pour les retards que cette situation peut engendrer.

## V. Contrôle de l'exécution des prestations

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par une personne habilitée de l'établissement, au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service conformément aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

À l'issue des opérations de vérification qualitative, la DISP prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

En cas de refus, le titulaire s'engage à remplacer la nacelle dans un délai maximum de 30 jours calendaires.

## VI. Pénalités

Chaque pénalité sera appliquée sans mise en demeure préalable après avoir informé le titulaire de la constatation du manquement.

## 1. Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 100 € par jours ouvrés de retard.

En cas de non-respect du délai d'intervention au titre de la garantie (72 heures), une pénalité de 50 € par jour ouvrés de retard sera appliquée.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

## 2. Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## VII. Clauses de résiliations

En cas de non livraison de la nacelle dans les délais prévus au contrat, la DISP peut résilier unilatéralement le présent contrat.

## VIII. Règlements des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif territorialement compétent est habilité à statuer sur les litiges.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.